

Arrest

nr. 187 255 van 22 mei 2017
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: X

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Kosovaarse nationaliteit te zijn, op 19 mei 2016 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 15 april 2016 tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten.

Gezien titel I bis, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 27 april 2017, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 19 mei 2017.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken S. DE MUYLDER.

Gehoord de opmerkingen van advocaat A. HAEGEMAN, die loco advocaat P. LYDAKIS verschijnt voor de verzoekende partij, en van advocaat C. MUSSEN, die loco advocaat C. DECORDIER verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1. Op 15 april 2016 wordt de verzoekende partij het bevel om het grondgebied te verlaten gegeven. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

*“mevrouw(1), die verklaart te heten(1): -
(...)*

*wordt het bevel gegeven om het grondgebied van België te verlaten, evenals hét grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen, tenzij hij (zij) beschikt over de documenten die vereist, zijn om er zich naar toe te begeven,
binnen 7 (zeven) dagen na de kennisgeving.
Artikel 74/14 van de wet van 15 december 1980.*

§ 1. De beslissing tot verwijdering bepaalt een termijn van dertig dagen om het grondgebied te verlaten. Voor de onderdaan van een derde land die overeenkomstig artikel 6 niet gemachtigd is om langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven, wordt een termijn van zeven tot dertig dagen toegekend. De onderdaan van een derde land heeft niet binnen de toegekende termijn aan een eerdere beslissing tot verwijdering gevolg gegeven, inderdaad, aangezien betrokkene al op 18.04.2013 een bevel om het grondgebied te verlaten betekend kreeg, maar hieraan geen gevolg gaf, wordt dé termijn van het huidige bevel om het grondgebied te verlaten bepaald op 7 (zeven) dagen.

REDEN VAN DE BESLISSING :

Het bevel om het grondgebied te verlaten wordt afgegeven In toepassing van artikel (en) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en volgende feiten:

(1) Betrokkene bevindt zich in het geval van artikel 7, eerste lid. 1° van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen : hij verblijft in het Rijk zonder houder te zijn van de bij artikel 2 van deze wet vereiste documenten, inderdaad, betrokkene is niet in het bezit van een geldig paspoort met geldig visum."

2. Onderzoek van het beroep

2.1. In een enig middel betoogt de verzoekende partij als volgt:

"Quant au fait que l'Ordre de quitter le territoire Annexe 13 pris en date du 15 avril 2016 notifié le 17 avril 2016 viole manifestement les prescrits d'une motivation adéquate des actes formelles prises par les autorités administratives et ce, au regard des articles 1, 2 et 3 et suivants de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, les articles 7, 74/11, 74/13 et 74/14 de la loi du 15.12.80, l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 22 de la Constitution et l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ainsi que le principe général de bonne administration en tant qu'il garantit qu'aucune mesure grave de nature à compromettre sérieusement les intérêts de l'administré puisse être adoptée à son encontre en raison de son comportement personnel sans que lui a été offerte l'occasion de faire connaître son point de vue de manière utile ainsi que le principe d'erreur manifeste d'appréciation.

Ainsi, la requérante estime qu'en vertu du principe général de bonne administration tel que prévu par la jurisprudence, il est garanti qu'aucune mesure grave de nature à compromettre sérieusement ses intérêts ce puisse être adoptée à son encontre en raison de son comportement personnel sans que lui ait été offerte l'occasion de faire connaître son point de vue de manière utile.

La requérante rappelant d'ailleurs à cet égard l'article 41 de la Charte qui précise:

" 1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions, organes et organismes de l'Union.

2. Ce droit comporte notamment:

a) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;

b) le droit d'accès de toute personne au dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;

c) l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.

3. Toute personne a droit à la réparation par l'Union des dommages causés par les institutions, ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres.

4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une des langues des traités et doit recevoir une réponse dans la même langue. "

Elle rappellera que cet article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est un texte directement applicable en Belgique et prime donc sur les dispositions légales belges en l'espèce la loi du 15.12.80.

L'intéressée estime donc que cet Ordre de quitter le territoire constitue manifestement une mesure grave de nature à affecter ses intérêts.

La requérante rappelant donc qu'i vit en Belgique avec son compagnon Monsieur AHMETI et ses 3 enfants autorisé à séjourner en Belgique.

Il y a donc bien l'existence dans le chef de cette dernière d'une vie familiale en Belgique.

Or, il ne fait aucun doute qu'en l'espèce cet Ordre de quitter le territoire alors que la requérante vit en Belgique avec son compagnon et ses 3 enfants est une mesure qu'il affecte défavorablement sa situation.

L'41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est par ailleurs applicable à l'intéressée bien qu'elle ne soit pas citoyenne de l'Union.

En effet, cet article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne consacre le droit d'être entendu en faveur de toute personne indépendamment de tout lien de nationalité ou de citoyenneté.

De plus, elle rappellera les termes de l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 qui prévoit que dans le cadre de l'élaboration d'une mesure d'éloignement, l'Office des Etrangers doit tenir compte de sa situation personnelle.

Elle estime que cet ordre de quitter basé sur l'article 7 de de la loi du 15.12.80 constitue une disposition qui met en œuvre la Directive 2008/115 du Parlement Européen du Conseil du 16.12.2008 constitue bien en l'espèce une décision mettant en œuvre le droit de l'Union de sorte que l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est applicable en l'espèce conformément à l'article 51 de la même charte qui précise:

" 1. Les dispositions de la présente Charte s'adressent aux institutions, organes et organismes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux États membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et en promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives et dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles lui sont conférées dans les traités.

2. La présente Charte n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies dans les traités. "

En l'espèce, il n'est pas contesté que cette décision constitue manifestement soit une mesure grave soit une mesure susceptible d'affecter défavorablement la requérante qui vit en Belgique depuis 2009 ■

Cette dernière estime que la violation du droit d'être entendue découle soit d'un principe général du droit belge soit du droit de l'Union d'entraîner l'annulation de la décision contestée d'autant que l'article 74/13 de la loi du 15.12.80 met en œuvre l'article 5 de la Directive 2008/115 du Parlement européen.

De plus, il n'est pas contesté que l'Office des Etrangers ne pouvait nullement ignorer l'existence d'indications d'une vie familiale et ce au regard de la composition de ménage délivrée par la Ville de Liège antérieurement à la notification de cet ordre de quitter le territoire.

Il en découle donc qu'un devoir de minutie dans le chef de l'Office des Etrangers s'imposait.

Il y avait donc manifestement dans le chef de l'Office des Etrangers l'obligation de tenir compte de ces éléments dans le cadre de la motivation de cet ordre de quitter le territoire.

Ainsi, Elle estime donc qu'au vue du dossier administratif qu'elle n'a pu faire valoir des éléments relatifs à sa situation personnelle et plus particulièrement à sa vie familiale qu'elle entretient avec son compagnon et ses 3 enfants dont la prise en compte aurait pu amener à ce que la procédure administrative en cause aboutisse à un résultat différent.

À cet égard, Elle fera état d'un arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers du 14 juillet 2015 numéro 149 656 qui précise: "3.2. Le Conseil relève que, s'agissant de la violation alléguée de l'article 41 de la Charte, la Cour de Justice de l'Union européenne a indiqué, dans un arrêt C- 166/13, rendu le 5 novembre 2014, qu' « il résulte clairement du libellé de l'article 41 de la Charte que celui-ci s'adresse non pas aux Etats membres, mais uniquement aux institutions, aux organes et aux organismes de l'Union [...]. Partant, le demandeur d'un titre de séjour ne saurait tirer de l'article 41, paragraphe 2, sous a), de la Charte un droit d'être entendu dans toute procédure relative à sa demande » (§ 44).

Au vu de ce qui précède, le moyen est donc irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de l'article 41 de la Charte.

3.3.1. Toutefois, quant à la violation du droit d'être entendu, invoqué par la partie requérante en tant que principe général de bonne administration, le Conseil rappelle que l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980 résulte de la transposition en droit belge de l'article 6.1. de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après : la directive 2008/115/CE), lequel porte que « Les États membres prennent une décision de retour à l'encontre de tout ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur leur territoire, sans préjudice des exceptions visées aux paragraphes 2 à 5 ». Il résulte de ce qui précède que toute décision contenant un ordre de quitter le territoire au sens de la loi du 15 décembre 1980 est ipso facto une mise en œuvre du droit européen.

De plus, l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 résulte de la transposition en droit belge de l'article 11 de la Directive 2008/115/CE, lequel porte que : « 1. Les décisions de retour sont assorties d'une interdiction d'entrée: a) si aucun délai n'a été accordé pour le départ volontaire, ou b) si l'obligation de retour n'a pas été respectée. Dans les autres cas, les décisions de retour peuvent être assorties d'une interdiction d'entrée. 2. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant dûment compte de toutes les circonstances propres à chaque cas et ne dépasse pas cinq ans en principe. Elle peut

cependant dépasser cinq ans si le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale. [...] ». Dès lors, toute décision contenant une interdiction d'entrée au sens de la loi du 15 décembre 1980 est également ipso facto une mise en œuvre du droit européen.

Le droit d'être entendu en tant que principe général de droit de l'Union européenne est donc applicable en l'espèce.

3.3.2. Le Conseil relève en outre que la Cour de Justice de l'Union européenne a indiqué, dans un arrêt C-166/13, rendu le 5 novembre 2014, que « Le droit d'être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts (voir, notamment, arrêt M., EU:C:2012:744, point 87 et jurisprudence citée). [...] Toutefois, selon une jurisprudence de la Cour également constante, les droits fondamentaux, tels que le respect des droits de la défense, n'apparaissent pas comme des prérogatives absolues, mais peuvent comporter des restrictions, à la condition que celles-ci répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la mesure en cause et ne constituent pas, au regard du but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable qui porterait atteinte à la substance même des droits ainsi garantis (arrêts *Alasini e.a.*, C-317/08 à C 320/08, EU:C:2010:146, point 63; *G. et R.*, EU:C:2013:533, point 33, ainsi que *Texdata Software*, C 418/11, EU:C:2013:588, point 84): [...] Par conséquent, il découle de l'obligation de prendre, à l'égard des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sur leur territoire, une décision de retour, prescrite par l'article 6, paragraphe 1, de cette directive, aux termes d'une procédure équitable et transparente, que les Etats membres doivent, dans le cadre de l'autonomie procédurale dont ils disposent, d'une part, prévoir explicitement dans leur droit national l'obligation de quitter le territoire en cas de séjour irrégulier et, d'autre part, pourvoir à ce que l'intéressé soit valablement entendu dans le cadre de la procédure relative à sa demande de séjour ou, le cas échéant, sur l'irrégularité de son séjour. [...] Le droit d'être entendu dans toute procédure, tel qu'il s'applique dans le cadre de la directive 2008/115 et, notamment, de l'article 6 de celle-ci, doit être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à ce qu'une autorité nationale n'entende pas le ressortissant d'un pays tiers spécifiquement au sujet d'une décision de retour lorsque, après avoir constaté le caractère irrégulier de son séjour sur le territoire national à l'issue d'une procédure ayant pleinement respecté son droit d'être entendu, elle envisage de prendre à son égard une telle décision, que cette décision de retour soit consécutive ou non à un refus de titre de séjour » (CJUE, 5 novembre 2014, C-166/13),

La Cour estime également qu'« Un tel droit fait [...] partie intégrante du respect des droits de la défense, principe général du droit de l'Union. Le droit d'être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts » (§§ 45 et 46), elle précise toutefois que « L'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des Etats membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union » (§ 50).

Le Conseil rappelle encore que dans l'arrêt « M.G. et N.R. » prononcé le 10 septembre 2013 (C-383/13), la Cour de Justice de l'Union européenne a précisé que « [...] selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent [...]. Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances défait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire valoir des éléments de nature à [changer le sens de la décision] » (CJUE, 10 septembre 2013, C-383/13, points 38 et 40).

3.3.3. En l'espèce, dans la mesure où les actes attaqués sont un ordre de quitter le territoire et une interdiction d'entrée, pris unilatéralement par la partie défenderesse, sur la base des articles 7 et 74/11 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil estime que le droit d'être entendu en tant que principe général de droit de l'Union européenne, imposait à la partie défenderesse de permettre au requérant de faire valoir utilement ses observations.

Or, le Conseil observe qu'en termes de requête, la partie requérante expose que, si la partie défenderesse avait donné la possibilité au requérant de faire valoir ses observations avant l'adoption des actes attaqués, il aurait fait notamment valoir des éléments relatifs à « sa vie familiale avec [sa compagne] ». Le Conseil constate qu'il ne ressort nullement des pièces versées au dossier administratif que, dans le cadre de la procédure ayant conduit à la prise de ces actes, le requérant a pu faire valoir des éléments relatifs à sa situation personnelle, et plus particulièrement à la vie familiale qu'il entretient

avec sa compagne, dont la prise en compte aurait pu amener à ce que la procédure administrative en cause aboutisse à un résultat différent.

Sans se prononcer sur ces éléments, le Conseil ne peut que constater qu'en ne donnant pas au requérant la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue avant l'adoption des actes attaqués, qui constituent des décisions susceptibles d'affecter de manière défavorable ses intérêts, la partie défenderesse n'a pas respecté son droit d'être entendu en tant que principe général de droit de l'Union européenne. "

Jurisprudence confirmée par le Conseil dans un arrêt n° 164.927 du 30 mars 2016 qui précisait : «En l'espèce, le Conseil observe qu'il ne ressort pas du dossier administratif que la partie défendresse a donné la possibilité à la requérante de faire connaître son point de vue avant l'adoption de l'acte attaqué, ce qui constitue une décision unilatérale prise par la partie défendresse, alors que comme rappelé supra, le Conseil estime que le droit d'être entendu en tant que principe général de droit s'imposait à la partie défendresse d'informer la requérante de ce qu'une telle mesure était envisagée et lui permettre de faire valoir utilement ses observations.

Il ressort de la requête que, si cette possibilité lui avait été donnée, la requérante aurait fait valoir sa vie familiale et l'intérêt supérieur de l'enfant annexant à cet égard des documents à sa requête.

Sans se prononcer sur ces éléments, le Conseil ne peut que constater qu'en ne donnant pas à la requérante la possibilité de faire connaître de manière utile et effective, son point de vue avant l'adoption de l'acte attaqué, qui constitue une décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts, la partie défendresse n'a pas respecté le droit de la requérante d'être entendu.....

Il ressort donc de qu'il vient d'être évoqué ci-dessus que l'Ordre de quitter le territoire n'a pas respecté le prescrit des textes européennes ainsi que de l'article 74/13 de la loi du 15.12.80 et constitue manifestement également une violation disproportionnée du droit au respect à la vie privée et familiale du requérant tel que protégé par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Jurisprudence, d'ailleurs confirmée, par un arrêt du Conseil d'Etat n°233.257 du 15/12/15 qui précisait :
» l'interdiction d'entrée régie par l'article 11 de la directive 2008/115 /CE ainsi que par les articles 74/11/74/12 de la loi du 15/12/1980 peut être qualifiée de mesure accessoire par rapport à un ordre de quitter le territoire dans la mesure où une telle interdiction ne peut être prise sans qu'un ordre de quitter le territoire ait été adopté.

Toutefois, l'interdiction d'entrée est un acte ayant une portée juridique propre qui se confond pas avec celle de l'ordre de quitter le territoire. L'objet de ces décisions est différent. Il en est de même des motifs justifiant leur adoption.

En conséquence, l'interdiction d'entrée cause un grief distinct de celui résultant de l'ordre de quitter le territoire. La décision de retour contraint à s'éloigner de Belgique et l'interdiction d'entrée empêche d'y revenir. En outre l'importance du grief, causé par l'interdiction d'entrée, dépend de la durée pour laquelle elle est imposée.

En l'espèce, le requérant a ordonné à la partie adverse de quitter le territoire en raison de l'irrégularité de son séjour et lui a interdit d'entrer en Belgique pendant deux ans parce que elle n'avait pas respecté des ordres de quitter le territoire antérieurs et que l'obligation de retour n'avait pas été accomplie.

Le Droit pour toute personne d'être entendue, afin de faire connaître de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts est consacré par le principe général du droit de l'Union Européenne du respect des droits de la défense applicable en l'espèce.

La Circonstance que la partie adverse ait exposé son point de vue au sujet de l'ordre de quitter n'implique pas qu'elle ait, de ce fait exprimé également son opinion à propos de l'interdiction d'entrée. Comme cela a été précisé, il s'agit d'actes distincts justifiés par des motifs différents. Dès lors que l'interdiction d'entrée était de nature à affecter de manière défavorable et distincte de l'ordre de quitter le territoire les intérêts de la partie adverse, son droit à être entendue impliquait que le requérant l'invitât à exposer également son point de vue au sujet de cette interdiction avant de l'adopter.

Le Premier juge a donc pu décider légalement que le principe de droit de l'Union Européenne du respect des droits de la défense n'a pas été respecté par le requérant car la partie adverse n'a pu faire valoir son point de vue qu'à l'égard de l'Ordre de quitter et non à propos de l'interdiction d'entrée. La motivation de l'arrêt attaqué ne méconnaît pas les dispositions invoquées à l'appui du moyen invoqué »
Ainsi ce raisonnement évoqué par le Conseil d'Etat concernant l'interdiction d'entrée peut être transposée par analogie à l'ordre de quitter le territoire.

En effet, cet ordre de quitter le territoire affecte manifestement de manière sérieuse la situation de la requérante

Il conviendra donc d'ordonner l'annulation de cet ordre de quitter."

2.2. In zoverre verzoekende partij de schending aanhaalt van artikel 74/11 van de vreemdelingenwet wijst de Raad erop dat deze bepaling betrekking heeft op een inreisverbod en niet op een

verwijderingsmaatregel. Bijgevolg kan verzoekende partij de schending van voormelde bepaling niet op dienstige wijze aanhalen.

Voorts stelt de Raad vast dat verzoekende partij de schending opwerpt van artikel 23 BUPO-verdrag en artikel 22 van de Grondwet maar nalaat in haar verzoekschrift uiteen te zetten op welke wijze voormelde bepalingen door de bestreden beslissing geschonden worden.

Het enig middel is in de aangegeven mate dan ook onontvankelijk.

2.3. De uitdrukkelijke motiveringsplicht zoals neergelegd in de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen heeft tot doel de bestuurde in kennis te stellen van de redenen waarom de administratieve overheid haar beslissing heeft genomen, zodat hij kan beoordelen of er aanleiding toe bestaat de beroepen in te stellen waarover hij beschikt. Voornoemde artikelen verplichten de overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen en dit op een afdoende wijze (RvS 6 september 2002, nr. 110.071; RvS 21 juni 2004, nr. 132.710). De Raad stelt vast dat de verzoekende partij de motieven die aan de grondslag liggen van de bestreden beslissing kent nu zij deze aan een inhoudelijk onderzoek onderwerpt in een middel, zodat voldaan is aan de formele motiveringsplicht. Het middel dient derhalve vanuit het oogpunt van de materiële motiveringsplicht behandeld te worden.

De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is bij de beoordeling van de materiële motiveringsplicht niet bevoegd zijn beoordeling van de aanvraag in de plaats te stellen van die van de administratieve overheid. De Raad is in de uitoefening van zijn wettelijk toezicht enkel bevoegd om na te gaan of deze overheid bij de beoordeling van de aanvraag is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld en of zij op grond daarvan niet onredelijk tot haar besluit is gekomen (cf. RvS 7 december 2001, nr. 101.624).

2.4. Verzoekende partij ontkent niet dat zij op het Belgische grondgebied verblijft zonder in het bezit te zijn van een geldig paspoort met geldig visum zodat haar conform artikel 7, eerste lid, 1° van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de vreemdelingenwet) een bevel om het grondgebied te verlaten kan afgeleverd worden. Evenmin ontkent de verzoekende partij dat zij onderdaan is van een derde land die niet gemachtigd is om langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven en dat haar reeds op 18 april 2013 een bevel om het grondgebied te verlaten was afgeleverd maar dat zij hier geen gevolg aan heeft gegeven. Conform artikel 74/14, §1 van de vreemdelingenwet kan de verwerende partij beslissen dat haar slechts een termijn van zeven dagen wordt gegeven om het grondgebied te verlaten.

2.5. Verzoekende partij betoogt evenwel dat zij een gezinsleven heeft op het Belgische grondgebied met de heer A. en drie kinderen dewelke allen gerechtigd zijn in België te verblijven. Zij wijst op een schending van artikel 41 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie als op een schending van artikel 74/13 van de vreemdelingenwet.

2.6. Het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft meermaals gesteld dat artikel 41 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie waarnaar verzoekende partij in haar betoog verwijst, niet is gericht tot de lidstaten maar uitsluitend tot de instellingen, organen en instanties van de Unie (HvJ 11 december 2014, Boudjlida, C-249/13; HvJ 5 november 2014, Mukaburega, C-166/13; HvJ 17 juli 2014, Ys e.a., C-141/12 en C-372/12). Het Hof van Justitie heeft in de voornoemde arresten echter ook gesteld dat het recht om te worden gehoord wel integraal deel uitmaakt van de rechten van de verdediging, dat een algemeen beginsel van Unierecht is. Het Hof heeft eveneens herhaaldelijk opgemerkt dat schending van de rechten van de verdediging, in het bijzonder het recht om te worden gehoord, naar Unierecht pas tot nietigverklaring van het na afloop van de administratieve procedure genomen besluit leidt, wanneer deze procedure zonder deze onregelmatigheid een andere afloop had kunnen hebben.

2.7. Waar verzoekende partij betoogt dat zij een gezinsleven zou hebben met de heer A. dient de Raad vast te stellen dat noch uit het voorliggend verzoekschrift noch uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat het bestaan van een beschermenswaardig gezinsleven met de heer A. kan aangenomen worden.

Uit nazicht van het administratief dossier blijkt immers dat verzoekende partij in 2009 met haar echtgenoot, de heer N.T. en toen twee kinderen naar België is gekomen. In België zelf is verzoekende

partij dan nog in 2011 bevallen van een derde kind van haar echtgenoot. Nadat haar echtgenoot in de gevangenis is beland wordt deze op 20 januari 2016 gerepatriëerd naar Kosovo waarbij hem tevens een inreisverbod voor acht jaar wordt betekend, geldig tot 7 januari 2024. Bij het thans voorliggend verzoekschrift voegt verzoekende partij een stuk waaruit blijkt dat zij op 18 februari 2016 is gaan inwonen bij de heer A., dit tezamen met haar drie kinderen. Verzoekende partij zelf staat nog steeds geregistreerd als zijnde gehuwd. Dat dit niet met de heer A. is blijkt uit het feit dat hij geregistreerd staat als ongehuwd zodat dient aangenomen te worden dat verzoekende partij nog steeds gehuwd is met de heer N.T., de vader van haar kinderen, minstens liggen geen concrete stukken voor waaruit het tegendeel zou blijken. Buiten het gegeven dat verzoekende partij is gaan inwonen bij de heer A. ligt geen enkel concreet gegeven voor waaruit kan blijken dat verzoekende partij werkelijk een gezinsrelatie onderhoudt met de heer A.. De Raad benadrukt dat het louter samenwonen op zich niet getuigt van een gezinsband. Gelet op voormelde vaststellingen heeft verzoekende partij het bestaan van een beschermenswaardige relatie met de heer A. geenszins aannemelijk gemaakt. In dat opzicht kan de verzoekende partij dan ook niet overtuigen waar zij meent dat – indien zij gehoord was geweest – dit element van invloed had kunnen zijn op de bestreden verwijderingsmaatregel.

Voorts blijkt uit nazicht van het administratief dossier dat – in tegenstelling tot wat verzoekende partij voorhoudt – haar drie kinderen eveneens illegaal op het grondgebied verblijven en geenszins gerechtigd zijn om in België te verblijven. De verwerende partij heeft trouwens met dit gegeven rekening gehouden nu de drie kinderen van verzoekende partij eveneens vermeld worden op de bestreden verwijderingsmaatregel. Verder blijkt uit het administratief dossier dat de verwerende partij zich reeds op 6 december 2012 heeft uitgesproken over een humanitaire verblijfsaanvraag van verzoekende partij en haar gezin waarbij geoordeeld werd dat de kinderen naar school kunnen in het herkomstland en dat – aangezien geen enkel lid van het gezin verblijfsgerechtigd is – een terugkeer naar het herkomstland ook geen breuk inhoudt van de familiale relaties zodat er geen schending van artikel 8 EVRM voorligt. Verzoekende partij beperkt zich thans tot de stelling dat zij drie kinderen heeft en brengt aldus geenszins andere elementen aan waarmee de verwerende partij geen rekening zou gehouden hebben. Ook in dat opzicht kan de verzoekende partij niet overtuigen dat indien zij gehoord had geweest dit element van invloed had kunnen zijn op de bestreden verwijderingsmaatregel.

2.8. Het geschonden geachte artikel 74/13 van de vreemdelingenwet luidt voorts als volgt:

“Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land.”

Het is voor ieder normaal redelijk denkend mens evident dat het, in een normale gezinssituatie, in het in het hoger belang is van de kinderen om niet te worden gescheiden van hun ouders. Dit impliceert dat wanneer ouders in België niet tot een verblijf zijn toegelaten of gemachtigd en zij het Rijk dienen te verlaten, zij zich hierbij dienen te laten vergezellen door hun jonge kinderen teneinde de belangen van deze kinderen en de gezinseenheid niet te schaden. Verweerder heeft met deze evidentie rekening gehouden, aangezien hij ten aanzien van alle gezinsleden besliste dat zij het grondgebied dienden te verlaten. Daarnaast moet worden gesteld dat niet blijkt dat verzoekende partij of een van haar gezinsleden gezondheidsproblemen zou hebben, die hen zouden verhinderen om terug te keren naar het land waarvan zij de nationaliteit hebben en waarmee verweerder onterecht geen rekening zou hebben gehouden.

Er blijkt derhalve niet dat verweerder enig dienstig gegeven buiten beschouwing zou hebben gelaten bij het nemen van de bestreden beslissing.

Een schending van artikel 74/13 van de vreemdelingenwet wordt niet aangetoond.

2.9. Waar verzoekende partij nog de schending opwerpt van artikel 8 EVRM dient vooreerst gesteld dat wat betreft haar gezinsleven met de heer A. uit de bespreking hoger is gebleken dat verzoekende partij geen beschermenswaardige gezinsrelatie met deze persoon heeft aannemelijk gemaakt. Voorts blijkt dat zowel haar echtgenoot als haar kinderen niet verblijfsgerechtigd zijn in België zodat de bestreden beslissing er niet toe leidt dat verzoekende partij van haar gezinsleden gescheiden wordt.

Waar verzoekende partij nog betoogt dat zij een privéleven zou hebben ontwikkeld op het Belgische grondgebied toont zij dit geenszins op concrete wijze aan. De Raad benadrukt dat de bescherming van het recht op privéleven in de zin van artikel 8 EVRM zich pas opdringt wanneer een vreemdeling

verregaande en sterke banden heeft opgebouwd in het gastland die gedurende een langere periode worden bestendig zodanig dat deze vreemdeling op duurzame wijze lokaal verankerd is in de samenleving van het gastland. Dit blijkt in casu niet. Op geen enkele wijze wordt aangetoond dat zij tijdens haar illegaal, minstens precair verblijf op het Belgische grondgebied, een beschermenswaardig privéleven heeft opgebouwd in België. Hierbij dient erop gewezen te worden dat, zo al aangenomen zou kunnen worden dat verzoekende partij een privéleven in België heeft opgebouwd, het privéleven van de verzoekende partij zich heeft ontwikkeld in een tijd waarin zij zich bewust was dat haar verblijfsstatus er toe leidt dat het voortbestaan van het privéleven in het gastland vanaf het begin precair is. Wanneer dit het geval is, zal er enkel in zeer uitzonderlijke omstandigheden sprake zijn van een schending van artikel 8 van het EVRM (EHRM 28 juni 2011, nr. 55597/09, Nuñez v. Noorwegen, § 70; EHRM 4 december 2012, nr. 47017/09, § 70). In het arrest Nyanzi t. het Verenigd Koninkrijk oordeelde het EHRM reeds, na te hebben vastgesteld dat de verzoekende partij geen gevestigde vreemdeling was en dat zij nooit een definitieve toelating had gekregen om in de betrokken lidstaat te verblijven, dat eender welk privéleven dat de verzoekende partij had opgebouwd tijdens haar verblijf in het Verenigd Koninkrijk, bij het afwegen van het legitieme publieke belang in een effectieve immigratiecontrole, niet tot gevolg zou hebben dat de uitwijzing een disproportionele inmenging in haar privéleven uitmaakte (EHRM, 8 april 2008, nr. 21878/06, Nyanzi/Verenigd Koninkrijk).

De verzoekende partij maakt het bestaan van een beschermenswaardig privéleven in de zin van artikel 8 van het EVRM bijgevolg niet aannemelijk.

Een schending van artikel 8 EVRM wordt niet aannemelijk gemaakt.

2.10. Het enig middel is, in de mate dat het ontvankelijk is, ongegrond.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

Het beroep tot nietigverklaring wordt verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op tweeëntwintig mei tweeduizend zeventien door:

mevr. S. DE MUYLDER,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. K. VERHEYDEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERHEYDEN

S. DE MUYLDER